

DECLARATION LIMINAIRE CHS DE LA VENDEE : FO FDSU ET CGT

Jamais les agents du ministère n'ont connu un tel carnage!

Jamais les agents du Minéfi n'ont été dirigés par autant d'ennemis du service public relayés par les autorités administratives complices de ce carnage.

Alors que dans la même période, le pouvoir officialise la précarité comme norme légale pour la jeunesse et les salariés, les fonctionnaires garants de la neutralité de l'Etat, solidaires de celles et ceux qui se battent pour des droits fondamentaux au travail, dans la dignité, se sentent doublement attaqués :

-attaqués comme citoyens face à la politique menée contre le monde du travail,

-attaqués comme agents de l'Etat face aux réformes menées au Minéfi qui visent à sa destruction et par voie de conséquence, à notre fragilisation.

La cerise sur le gâteau :

Plus de 4000 suppressions dans le nouveau contrat du Minéfi.

2370 en 2007 rien qu'à la D.G.I et à la C.P..... Du jamais vu ! Qui dit mieux?

Honte à ceux qui portent ce projet désastreux.

Honte à ces technocrates qui s'empressent de répondre aux orientations économiques initiées par la politique européenne basée sur le seul souci de réduire le poids du service Public.

Ils sacrifient des pans entiers de service public régaliens tout en acceptant une évasion fiscale sans précédent, que si elle était combattue, réglerait une grande partie des problèmes budgétaires que rencontre notre pays.

Le Minéfi est devenu une vitrine expiatoire des orientations libérales du gouvernement.

-Les emplois supprimés, c'est autant de jeunes qui n'auront pas de travail.

-Les emplois supprimés, c'est autant de services qui se trouvent en surcharge insupportable.

Les NTIC (nouvelles technologies de l'information) ne résolvent pas tout, loin de là. Elles créent même parfois plus de charges qu'auparavant.

Répondre au mal être des agents par 4000 suppressions d'emplois, c'est méprisant, pervers, et irresponsable!

Nous savions déjà par les événements récents que la démocratie dans notre pays était chancelante.

Nous avons maintenant la certitude qu'elle est victime de l'arrogance de nos dirigeants.

Fusion, pôle, poly compétence, compétence croisée, autant de perspectives qui ne répondent pas aux besoins réels des usagers et des agents.

Nous aurons l'occasion au cours de nos CTP respectifs d'entrer dans le détail de ces mesures critiquables.

Nous, représentants des personnels de CHS, tenons par cette courte déclaration, à vous faire-part de la colère et de l'abattement ressenti par les agents du Ministère.

Avant d'entrer dans l'ordre du jour, où certains sujets méritent analyse et réflexion, nous tenons à vous dire que la coupe est pleine et que dans le contexte politique actuel, les fonctionnaires que nous sommes seront rappelés à nos dirigeants que nous sommes aussi des citoyens.

C'est pour ces raisons que nous avons boycotté la première instance.

Aujourd'hui, nous siégeons et d'emblée, nous dénonçons le manque de moyens dus, à la fois, à la mise en place de la LOLF, et aux politiques de restrictions budgétaires du ministère.

Nous contestons l'inadéquation entre les orientations prises lors du CHSM et la traduction qui en est faite sur le terrain.

D'un côté, la DPMA dit de privilégier la prévention, l'hygiène, la santé, la protection des agents, les maladies professionnelles, les conditions de travail.

.De l'autre coté, au plan local, on assiste à un détournement des crédits en faveur d'actions qui relèvent normalement de la gestion des directions au titre du fonctionnement, voire même d'administrations territoriales. ,

Avant d'entrer dans le détail de l'ordre du jour, nous tenons à dénoncer une nouvelle fois la carence en terme de médecine de prévention. Il est anormal qu'un département tel que le nôtre ne dispose que d'un médecin à mi-temps. Ce qui induit la non prise en compte de la totalité des problèmes de médecine de prévention.

Nous réitérons la création d'un autre emploi à plein temps d'un médecin.